



**GLOBAL INTEGRITY**  
Independent Information on Governance & Corruption

**EMBARGOED :**

**Mercredi, 30 janvier 2008, 10:00 AM**

**CONTACT:**

Nathaniel Heller, Global Integrity  
202-449-4100; nathaniel.heller@globalintegrity.org  
Carol Miller, M+R Strategic Services  
202-478-6138; cmiller@mrss.com

## **Des élections propres ne sont pas garantes d'une société démocratique forte, selon une étude de Global Integrity**

**Un nouveau rapport analyse les mécanismes de lutte contre la corruption et de  
responsabilisation gouvernementaux dans 55 pays,  
incluant une première enquête sur la Chine**

*(Washington D.C.)* – Même si les élections sont souvent considérées comme la pièce maîtresse de la réforme de la gouvernance dans le monde, un nouveau rapport révèle que les bénéfices à long terme des élections sont souvent minés par un manque de responsabilisation gouvernementale et par l'absence de solides mécanismes de lutte contre la corruption. Ce rapport, qui analyse en profondeur la situation dans 55 pays, a été publié par Global Integrity, une organisation non gouvernementale internationale qui observe les tendances en matière de gouvernance mondiale et de corruption.

« Nous devons cesser d'utiliser les élections comme un test de passage simpliste pour déterminer l'engagement d'un pays envers la démocratie », a dit le directeur de Global Integrity aux États-Unis, Nathaniel Heller. « Nous savons maintenant qu'il y a peu de liens entre les élections et les réformes beaucoup plus profondes qui doivent être effectuées au plan de la gouvernance, particulièrement dans des pays qui sont à la croisée des chemins sur le plan politique tels le Pakistan, l'Ukraine, la Georgie et le Kenya.

Le Global Integrity Report 2007 couvre la majorité des pays du Groupe des huit (G8), de même qu'une douzaine de pays émergents et de nations en développement, de l'Argentine à la Chine en passant par la Zambie. Plutôt que de tenter de mesurer la corruption directement, le rapport a étudié et vérifié les mécanismes de responsabilisation et les mesures de transparence indispensables à la prévention de la corruption et la promotion de la bonne gouvernance.

Bon nombre de résultats de cette étude devraient donner à réfléchir aux décideurs politiques et les investisseurs. Les faiblesses du dispositif anticorruption de la Chine, par exemple, soulèvent de sérieuses questions à propos des risques réels encourus par les investisseurs qui se précipitent dans ce pays pour profiter du boom économique, ainsi que des risques que représentent les fonds d'investissement chinois pour les marchés occidentaux. « L'absence de mécanismes anticorruption fiables pourrait bientôt signifier pour l'investissement étranger ce que les hypothèques à risque ont signifié pour l'économie américaine. Les résultats de notre enquête devraient en quelque sorte être considérés comme un signal d'alarme par les investisseurs », a soutenu Nathaniel Heller.

Les principaux autres résultats du rapport sont les suivants:

- **Les États-Unis et les autres pays du G8 font face aux mêmes problèmes de corruption que les pays en développement, particulièrement en ce qui concerne les élections et les campagnes de financement.** Alors que de nombreux observateurs ont tendance à penser que les nations développées ont connu une telle évolution qu'elles n'ont plus aucun problème de corruption, les données du Rapport 2007 de Global Integrity pour les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Canada dressent un portrait tout à fait différent.
- Contrairement à la croyance générale voulant que les changements dans les mécanismes de gouvernance et de lutte contre la corruption prennent des années à se concrétiser, plusieurs pays ont enregistré des progrès significatifs ou des reculs importants de 2006 à 2007. Les pays qui ont le plus progressé sont la Bulgarie, le Népal et l'Azerbaïdjan. Le Nigeria et la Georgie sont les pays ayant connu le plus important déclin.
- **La faible performance de plusieurs alliés des États-Unis en matière de gouvernance montre que les Américains ont encore beaucoup de travail à faire pour promouvoir les réformes démocratiques dans des pays ayant des intérêts sécuritaires concurrentiels.** Le rapport révèle en effet que des pays comme le Pakistan et la Géorgie ont eu des résultats faibles ou médiocres en matière de transparence, de responsabilisation et de lutte contre la corruption.
- **Les pays qui bénéficient de l'aide internationale souffrent d'une absence généralisée de responsabilisation, ce qui place les organismes d'aide occidentaux et multilatéraux devant un sérieux dilemme.** Malgré le fait que les donateurs soient de plus en plus conscients de la nécessité de diriger leur aide vers des acteurs non gouvernementaux, faisant partie de la société civile, les organismes d'aide internationale continuent à œuvrer principalement avec les mêmes acteurs gouvernementaux qui retardent la réalisation de réformes démocratiques.

« Ce rapport devrait servir d'appel pour sensibiliser les décideurs politiques, les investisseurs et les donateurs du monde entier et de feuille de route pour orienter les changements. Il constitue également un ensemble d'outils pour aider les bureaucrates et les citoyens qui veulent combattre la corruption et accroître l'imputabilité des gouvernements », a résumé la directrice internationale de Global Integrity, Marianne Camerer.

Le rapport de Global Integrity a été réalisé grâce au travail d'une équipe de plus de 250 journalistes et de chercheurs vivant dans les pays concernés, qui ont effectué des reportages sur le terrain ou des collectes de données durant plusieurs mois. Ils ont produit plus d'un million de mots de textes et recueilli quelque 20 000 données dans leurs pays respectifs. Parmi les pays analysés en 2007, 34 avaient déjà fait l'objet d'une enquête en 2006, alors que 31 n'avaient été étudiés jusqu'à présent. Le rapport 2007 de Global Integrity comprend une analyse des pays suivants :

Algérie	Italie	Philippines
Argentine	Japon	Roumanie
Arménie	Jordanie	Russie
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Sierra Leone
Bangladesh	Kenya	Espagne
Bosnie- Herzégovine	République kirguize	Sri Lanka
Bulgarie	Latvie	Tadjikistan
Burundi	Liban	Tanzanie
Cameroun	Liberia	Thaïlande
Canada	Malawi	Timor-Leste
Chine	Mexique	Turquie
Colombie	Moldavie	Ouganda
Costa Rica	Mozambique	Ukraine
Équateur	Namibie	Royaume-Uni
Égypte	Népal	États-Unis
France	Nigeria	Vanuatu
Géorgie	Pakistan	Zambie
Allemagne	Papouasie-Nouvelle Guinée	
Inde	Pérou	

Vous pouvez consulter le Rapport 2007 de Global Integrity à l'adresse <http://report.globalintegrity.org>. Si vous désirez davantage d'information sur l'organisme, veuillez consulter le site <http://www.globalintegrity.org>. Global Integrity est une organisation indépendante et sans but lucratif qui observe les tendances en matière de gouvernance mondiale et de corruption à travers le monde. Global Integrity accomplit son travail grâce à l'aide d'une équipe de chercheurs et de journalistes locaux qui vérifient le degré d'ouverture et de responsabilisation de leur pays. Les résultats des recherches et les données compilées par l'organisme sont fréquemment utilisées par les bailleurs de fonds internationaux, les gouvernements, les groupes de pression et les investisseurs qui priorisent les questions de gouvernance et proposent des stratégies de réforme.

*Global Integrity tient à remercier le Legatum Institute for Global Development ( [www.ligd.org](http://www.ligd.org)) pour son soutien constant. LIGD est un organisme consultatif indépendant de défense et d'élaboration de politiques faisant partie du groupe Legatum ([www.legatum.com](http://www.legatum.com)). L'Institut a pour mission d'établir et de promouvoir les principes qui stimulent la prospérité mondiale et l'expansion de la liberté humaine et du bien-être des citoyens, notamment le respect de l'état de droit, la transparence et la responsabilisation gouvernementale, qui constituent les piliers d'une société libre et prospère. Les autres organismes qui ont assisté Global Integrity dans la réalisation de son Rapport 2007 sont l'Agence australienne pour le développement international, le Wallace Global Fund et la Banque mondiale.*